



CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

41 - LOIR-ET-CHER



	Loir-et-Cher	Centre-Val de Loire
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin juin 2019 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-26,7% ▼ 883 lgts	-9,3% ▼ 10 360 lgts
Logements autorisés Situation à fin juin 2019 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-12,1% ▼ 1 009 lgts	-2,9% ▼ 11 225 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2018 (évol 1 an), en M€	-47,8% ▼ 0,31 M€	-28,5% ▼ 16,64 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin juin 2019 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-22,3% ▼ 153 mill. m ²	+1,7% ▲ 997 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin juin 2019 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-49,1% ▼ 158 mill. m ²	-11,3% ▼ 1 361 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et mai 2019 (évol 1 an), en m3	+15,4% ▲ 57 917 m3	+2,8% ▲ 509 317 m3
Consommation ciment Consommation de ciment en 2018	n.s. n.s.	+2,0% ▲ 667 kt
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 1 ^{er} trimestre 2019 (évol 1 an)	+1,2% ▲ 6 307 sal.	+0,9% = 51 834 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Avril 2019 (évol 1 an)	+18,6% ▲ 541 ETP	+2,4% ▲ 4 627 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 2 ^e trimestre 2019 (évol 1 an)	-16,3% ▼ 879 DEFM	-12,3% ▼ 8 310 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2019 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	883 lgts	-26,7%	▼
Dont individuels purs	597 lgts	-8,6%	▼
Dont individuels groupés	164 lgts	-51,3%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	122 lgts	-43,0%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	1 009 lgts	-12,1%	▼
Dont individuels purs	660 lgts	-6,0%	▼
Dont individuels groupés	188 lgts	-36,3%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	161 lgts	+6,6%	▲

-26,7% ▼

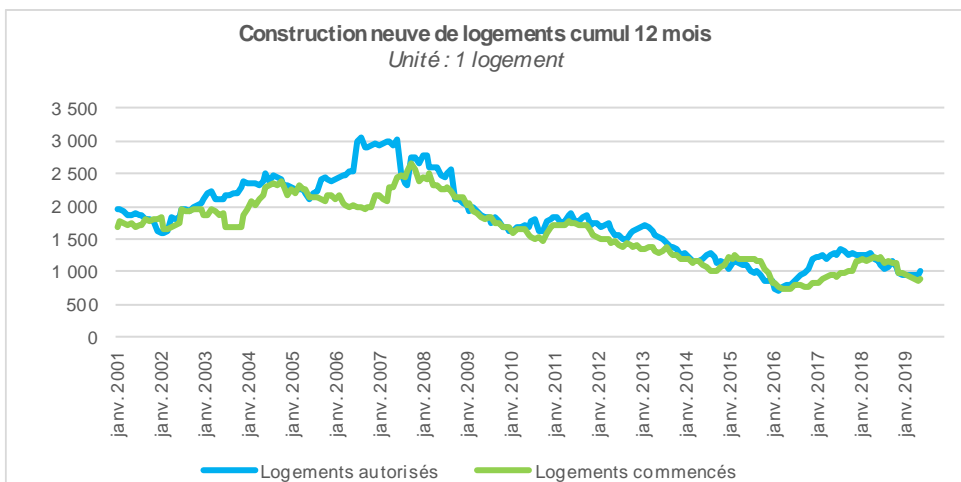
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2019)

883 lgts

-12,1% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2019)

1 009 lgts



Source :
SDES, Sit @del2,
estimations à fin juin 2019

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2019 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	0,31 M €	-47,8%	▼
Nombre d'ÉCO-PTZ	16 ÉCO-PTZ	-42,9%	▼

-47,8% ▼

DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2019
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

0,31 M€

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2019 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	67	n.s.	
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	67		

n.s.

EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2019
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

67 prêts

Sources :
SGFGAS (données brutes)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ+ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

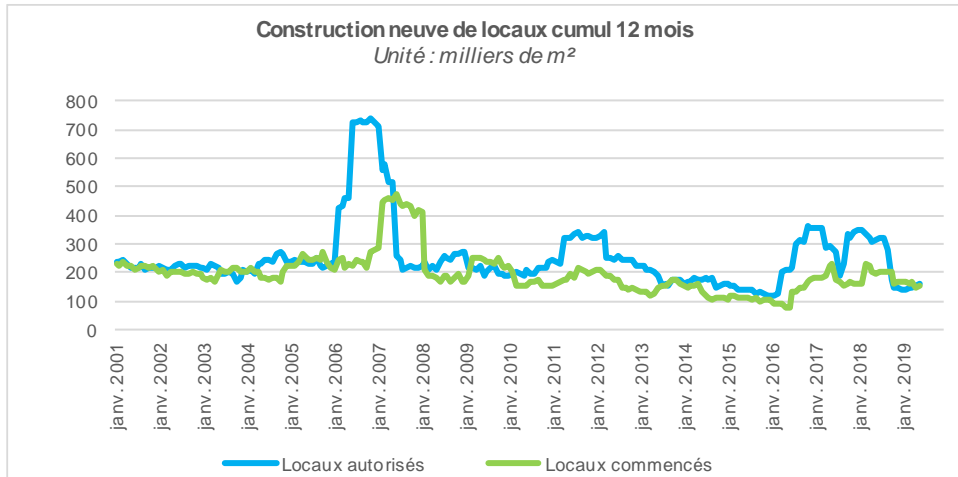
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2019 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	153 mill. m ²	-22,3%	▼
Total locaux autorisés	158 mill. m ²	-49,1%	▼

-22,3% ▼

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2019)

153 mill. m²



-49,1% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2019)

158 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

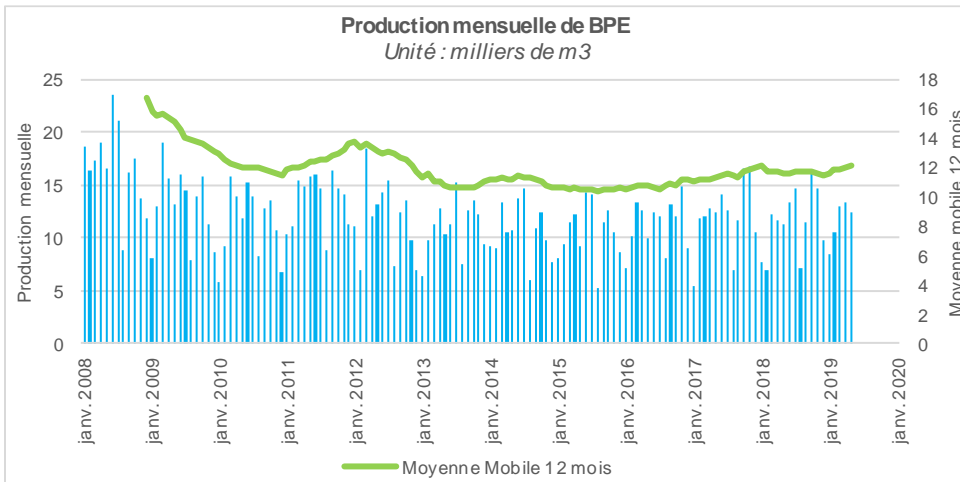
Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2019 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	153 mill. m ²	-22,3%	▼
Bâtiments agricoles	33 mill. m ²	+30,7%	▲
Secteur privé non agricole	104 mill. m ²	-35,0%	▼
Dont locaux industriels	5 mill. m ²	-28,4%	▼
Dont commerces	7 mill. m ²	-59,5%	▼
Dont bureaux	14 mill. m ²	+132,7%	▲
Dont entrepôts	63 mill. m ²	-45,7%	▼
Dont autres locaux	15 mill. m ²	+13,3%	▲
Secteur public	16 mill. m ²	+42,0%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2019 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	158 mill. m ²	-49,1%	▼
Bâtiments agricoles	49 mill. m ²	-15,2%	▼
Secteur privé non agricole	93 mill. m ²	-60,3%	▼
Dont locaux industriels	15 mill. m ²	+80,6%	▲
Dont commerces	20 mill. m ²	-14,0%	▼
Dont bureaux	23 mill. m ²	+81,0%	▲
Dont entrepôts	18 mill. m ²	-89,6%	▼
Dont autres locaux	19 mill. m ²	-15,9%	▼
Secteur public	16 mill. m ²	-11,1%	▼

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

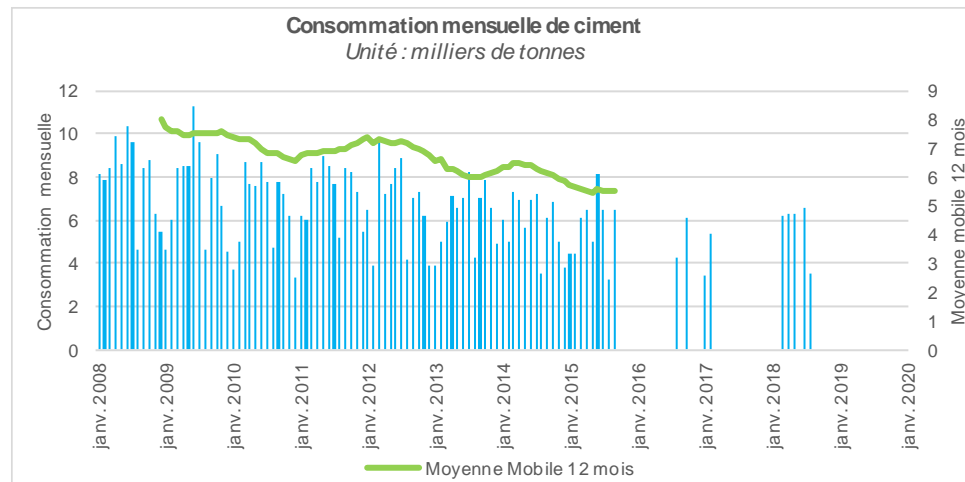
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2019	12 513 m3	+10,4%	▲
Consommation de ciment en décembre 2018	n.s.	n.s.	
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2019	57 917 m3	+15,4%	▲
Consommation de ciment en 2018	n.s.	n.s.	

+15,4% ▲
entre janv. et mai 2019
PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN
57 917 m3



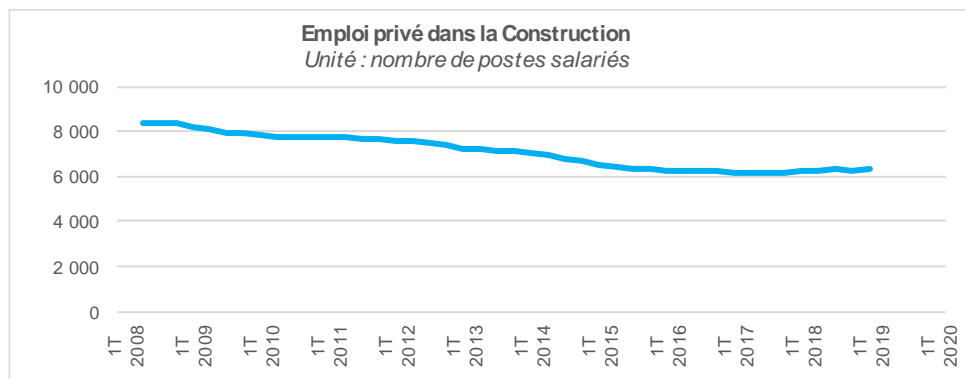
n.s.
en 2018
CONSOMMATION DE CIMENT
EVOL 1AN
n.s.

Sources :
UNICEM pour le BPE,, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)



APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2019 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	6 307 sal.	+1,2%	▲



+1,2% ▲
EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2019 (évol 1 an)
6 307 sal.

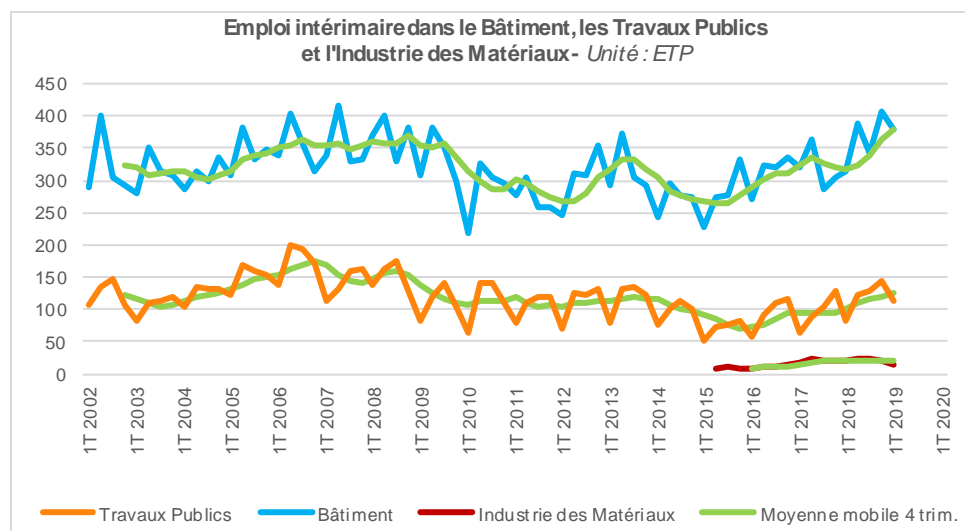
Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire (en équivalents temps plein)	1 ^{er} trimestre 2019 - Evol 1 an		
Intérimaires Bâtiment et Travaux Publics	493 ETP	+24,3%	▲
Intérimaires Bâtiment	380 ETP	+20,9%	▲
Intérimaires Travaux Publics	113 ETP	+37,4%	▲
Intérimaires Industrie des Matériaux	15 ETP	-20,3%	▼

+20,9% ▲
EN 1 AN
DES INTERIMAIRES BÂTIMENT
AU 1^{er} TRIMESTRE 2019 (évol 1 an)
380 ETP



+37,4% ▲
EN 1 AN
DES INTERIMAIRES TP
AU 1^{er} TRIMESTRE 2019 (évol 1 an)
113 ETP

Sources :

DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 ^e trimestre 2019 - Evol 1 an		
DEFM Construction	879 DEFM	-16,3%	▼
DEFM tous secteurs économiques	12 908 DEFM	-4,6%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

-16,3% ▼

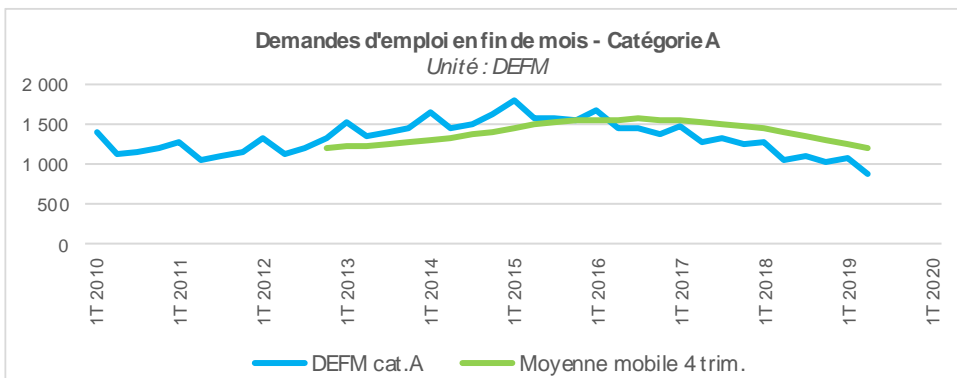
EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 2^e TRIMESTRE 2019 (évol 1an)

879 DEFM

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 ^{er} trimestre 2019 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	22 défaillances	+69,2%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	72 défaillances	+24,1%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	51 salariés	n.s.	
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	166 salariés	+104,9%	▲

+69,2% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 1^{er} TRIMESTRE 2019 (évol 1an)

22 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

